

Déclaration liminaire des élus Force Ouvrière

Monsieur le Président,

Dans la période de crise profonde que nous traversons, l'écueil serait de baisser les bras et d'accompagner la logique économique et sociale.

Cet accompagnement, se traduit notamment, par le principe des baisses de salaires et la mobilité forcée. Il se décline également par la validation des 54 milliards de réductions des dépenses publiques et sociales, qui a pour nom le pacte de responsabilité, dont une étude confirme le caractère récessif. Pour Force Ouvrière, en France comme ailleurs, le libéralisme économique s'accompagne d'autoritarisme social.

À cet égard, nous dénonçons l'acte III de décentralisation, qui ne fera aucune économie budgétaire mais conduira à détruire et ainsi à privatiser des missions essentielles.

À la DGFIP, la conjugaison du pacte de responsabilité, de la réforme territoriale, de la MAP avec sa déclinaison, la démarche stratégique, a pour objectif de détruire le réseau de proximité, et d'accélérer le nombre de suppressions d'emplois.

FO dénonce la mesure de gel du point d'indice recommandé par la Cour des Comptes dans son rapport et demande l'augmentation immédiate des traitements, salaires et pensions de 8 % du point d'indice et l'attribution uniforme de 50 points d'indice sur la grille. Il revendique instamment l'arrêt immédiat des suppressions d'emploi à la DGFIP.

FO exige depuis de nombreuses années la création d'un 13^{ème} échelon pour les inspecteurs des finances publiques, ainsi que l'instauration de deux véritables mouvements de mutation par an. Il revendique par ailleurs le maintien d'une fonction publique statutaire de corps organisés en catégories, et à ce titre, le maintien des statuts particuliers.

FO avec sa Fédération Générale des Fonctionnaires, condamne les fusions de corps imposés ces dernières années, fusions réalisées pour réduire les effectifs, supprimer certaines missions, et engager une approche de métier de la fonction publique.

FO demande également l'arrêt immédiat de la démarche stratégique, prétexte aux futures suppressions d'emplois, à la réduction du réseau et à la restructuration des missions financières comme fiscales.

Avec la confédération Force Ouvrière, la fédération générale des fonctionnaires et la fédération des

finances, FO combat et demande le retrait du pacte de responsabilité et des contre-réformes qui en découlent.

Concernant l'ordre du jour, FO exprime sa grande satisfaction à propos du respect par la direction des règles édictées au niveau national. Contrairement aux années précédentes, le projet communiqué respecte les critères de l'instruction générale relative aux mutations.

FO réaffirme de nouveau son opposition à la publication du projet qui tend à dénaturer le rôle joué par les CAPL.

Concernant la situation des agents à la disposition du directeur, en détachement et ceux relevant des mesures de gestion, FO demande à ce que les projets soient communiqués bien en amont de la CAPL.

Les élus FO-DGFIP.